



## CHAPITRE 144

### LOI RELATIVE A LA CONSERVATION DES MONUMENTS ET DES OBJETS D'ART AYANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU ARTISTIQUE

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des monuments historiques ou artistiques*. 12 Geo. V, c. 30, s. 1. Titre abrégé.

**2.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de désigner une commission existante ou de nommer une commission de cinq personnes compétentes, qui, sous la direction du secrétaire de la province, procède au classement des monuments et des objets d'art dont la conservation présente un intérêt national au point de vue de l'histoire ou de l'art. 12 Geo. V, c. 30, s. 2. Commission.

**3.** Les immeubles par nature ou par destination, dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, peuvent être classés en totalité ou en partie. 12 Geo. V, c. 30, s. 3. Immeubles susceptibles d'être classés.

**4.** Le classement des immeubles est fait par la commission et publié, par les soins du secrétaire de la province, dans la *Gazette officielle de Québec*. 12 Geo. V, c. 30, s. 4. Classement des immeubles et avis.

**5.** Le classement définitif de ces immeubles est prononcé par un arrêté de l'exécutif, sur la recommandation de la commission. 12 Geo. V, c. 30, s. 5. Comment le classement est fait.

**6.** L'immeuble classé ne peut être détruit, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le secrétaire de la province, sur recommandation de la commission, n'y a donné son consentement. 12 Geo. V, c. 30, s. 6. Effet du classement.

**7.** L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne peut être prononcée qu'après que Expropriation d'un

immeuble  
classé.

le secrétaire de la province a été appelé à présenter ses objections et a fait connaître le consentement de l'exécutif. 12 Geo. V, c. 30, s. 7.

Consente-  
ment de  
l'exécutif.

**8.** Le consentement, dans le cas d'expropriation, est prononcé par arrêté de l'exécutif. 12 Geo. V, c. 30, s. 8.

Changement  
de proprié-  
taire.

**9.** Les effets du classement suivent l'immeuble classé, en quelque main qu'il passe. 12 Geo. V, c. 30, s. 9.

Déclasse-  
ment.

**10.** Le déclassement a lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes distinctions que le classement. 12 Geo. V, c. 30, s. 10.

Classement  
de certains  
objets mobi-  
liers.

**11.** Les objets mobiliers qui appartiennent à la province, aux corporations municipales, scolaires ou autres, et dont la conservation présente un intérêt national au point de vue de l'histoire ou de l'art, peuvent être classés. 12 Geo. V, c. 30, s. 11.

Liste des  
objets classés.

**12.** Le classement est fait par la commission. Un exemplaire de la liste des objets classés est déposé au département du secrétaire de la province où le public peut en prendre connaissance. 12 Geo. V, c. 30, s. 12.

Comment  
le classement  
est fait.

**13.** Le classement définitif de ces objets mobiliers est prononcé par arrêté de l'exécutif, sur la recommandation de la commission. 12 Geo. V, c. 30, s. 13.

Inaliénabilité,  
etc.

**14.** Les objets classés sont inaliénables et imprescriptibles, s'ils appartiennent à la province. 12 Geo. V, c. 30, s. 14.

Effet du clas-  
sement de  
certains meu-  
bles.

**15.** Les objets classés appartenant à des corporations municipales, scolaires ou autres, ne peuvent être restaurés, réparés, ou aliénés (par vente, don ou échange), qu'avec l'autorisation du secrétaire de la province, sur la recommandation de la commission. 12 Geo. V, c. 30, s. 15.

Consente-  
ment requis,  
en certains  
cas.

**16.** Les objets mobiliers qui n'appartiennent pas à la province ne peuvent être classés qu'avec le consentement de leurs propriétaires. 12 Geo. V, c. 30, s. 16.

Propriété de  
la province.

**17.** L'immeuble appartenant à la province peut être classé par arrêté de l'exécutif. 12 Geo. V, c. 30, s. 17.

Propriété des  
corporations.

**18.** L'immeuble appartenant à une corporation municipale, scolaire ou autre ne peut être classé qu'avec le consentement du propriétaire. 12 Geo. V, c. 30, s. 18.

**19.** L'immeuble appartenant à un particulier ne peut être classé qu'avec le consentement du propriétaire. Propriété des particuliers. 12 Geo. V, c. 30, s. 19.

**20.** L'aliénation des objets classés faite en violation des articles 14 et 15 est nulle et la nullité en peut être poursuivie par les propriétaires ou par le secrétaire de la province. Nullité de l'aliénation. 12 Geo. V, c. 30, s. 20.

**21.** Les objets classés qui ont été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés peuvent être revendiqués en tout temps par le secrétaire de la province ou par les propriétaires. Revendication des objets classés. 12 Geo. V, c. 30, s. 21.

**22.** Les frais occasionnés par la mise en vigueur de la présente loi sont payés sur le fonds consolidé du revenu de la province. Frais payés sur le fonds consolidé. 12 Geo. V, c. 30, s. 22.

**23.** La commission peut faire des règlements pour la mise à exécution de la présente loi; toutefois, ces règlements sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et n'ont d'effet qu'à compter du jour où ils sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. Règlements de la commission. Approbation et publication. 12 Geo. V, c. 30, s. 23.

**24.** Chaque année la commission transmet au secrétaire de la province un rapport sur le travail qu'elle a accompli. Rapport annuel de la commission. 12 Geo. V, c. 30, s. 24.

**25.** Aucun traitement n'est attaché à la fonction de membre de la commission; toutefois, les membres ont droit à leurs frais de déplacement. Gratuité des fonctions des membres de la commission. 12 Geo. V, c. 30, s. 25.

**26.** Le secrétaire de la province ou son représentant fait de droit partie de la commission. Membre d'office. 12 Geo. V, c. 30, s. 26.

**27.** Le secrétaire de la province est chargé de l'exécution de la présente loi. Exécution de la loi. 12 Geo. V, c. 30, s. 27.

